

07/01/2020

Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : été 2019

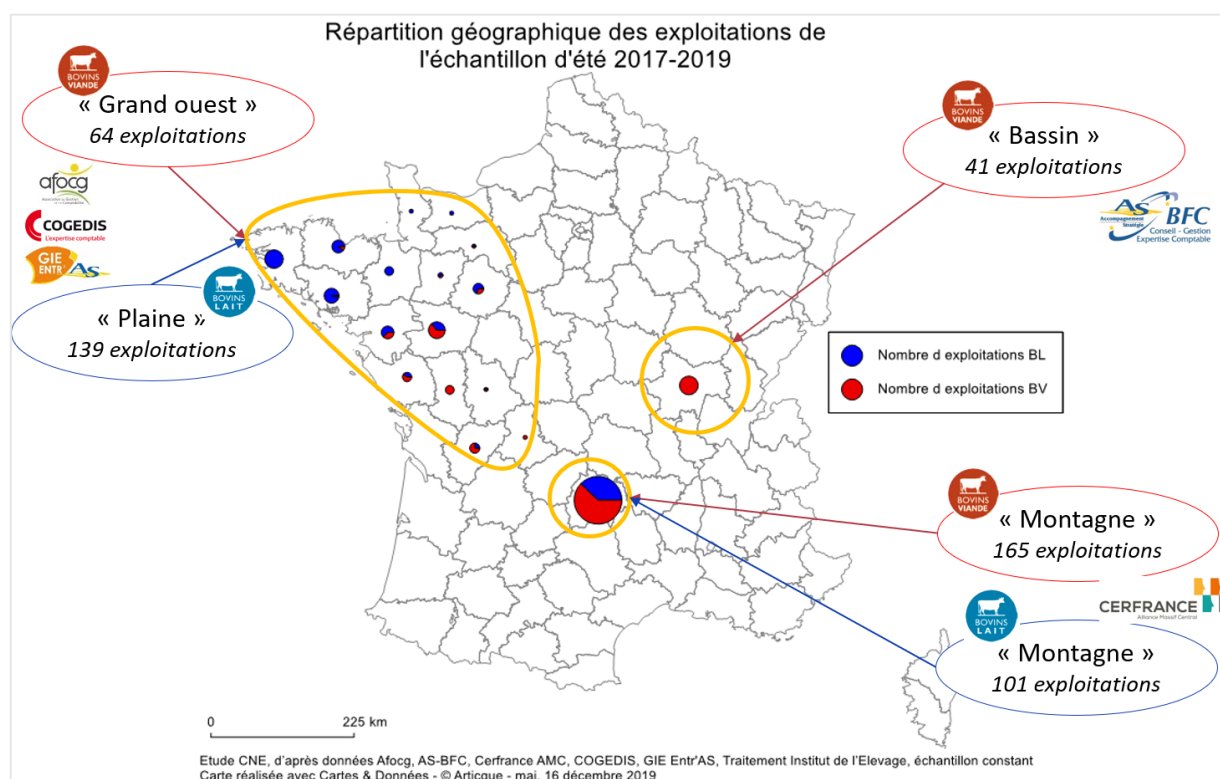
L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

Les élevages sont répartis sur 3 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne ») et la Saône et Loire (pour le bassin Charolais "historique"). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AFOCG, AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, COGEDIS et GIE Entr'AS.

510 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'été, suivi entre 2017 et 2019**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.



SITUATION FINANCIERE DEGRADEE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIERES

Le prix du lait est quasiment stable depuis fin 2018, ainsi le produit brut des exploitations laitières suivies reste à un niveau équivalent à celui de la période précédente.

Dans le même temps, les exploitations sont soumises à une hausse des charges (+3 à 8 % selon les zones), notamment de structure (en priorité le carburant), mais aussi alimentaires, ce qui impacte négativement leur EBE.

Les annuités connaissent une légère baisse dans le Grand-Ouest, mais augmentent en Montagne. Elles représentent en moyenne 70 à 90 € / 1000 l sur l'échantillon. Ainsi, le revenu disponible diminue de manière marquée après la hausse de 2018 : -14 à -18 %. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à moins de 20 000 € annuels par UTH familiale. Ainsi, malgré des prélèvements privés stables (environ 21 000€ annuels par UTH familiale), il est impossible de dégager une marge de sécurité.

Les investissements poursuivent leur baisse dans le Grand-ouest, alors qu'ils repartent à la hausse en Montagne. De plus, une petite part d'autofinancement existe pour ces investissements (environ 10%) en Montagne, alors qu'ils sont exclusivement financés par des emprunts dans le Grand-ouest. Dans cette zone, les nouveaux emprunts sont aussi utilisés pour refinancer les investissements passés, et ce pour la 3^{ème} année consécutive. Ainsi, le niveau d'annuités des années à venir sera impacté. Il faudra donc plusieurs années de meilleure conjoncture pour que les exploitations retrouvent une situation financière saine. Malheureusement, la sécheresse de 2019 aura indubitablement des conséquences, économiques et financières, pour les élevages d'Auvergne touchés par la sécheresse.

En effet, les dettes court-terme des exploitations laitières restent élevées. De plus, les inégalités sont importantes et la situation des exploitations du groupe "TNGneg", qui sont les plus en difficulté, s'aggrave. Ce groupe compte 33 % des élevages suivis (toutes zones) et ceux-ci disposent de dettes court-terme près de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations confondues). Leur trésorerie nette globale est d'ailleurs toujours très largement négative et continue de diminuer.

DEGRADATION DE LA SITUATION FINANCIERE DES EXPLOITATIONS ALLAITANTES

Le produit brut des exploitations allaitantes suivies est relativement stable depuis 2016. Cependant, les charges, notamment de structure et alimentaires, continuent à augmenter en 2018 et début 2019 : +4% entre les 2 périodes. Ainsi, l'EBE des élevages allaitants est en baisse sur toutes les zones, et de manière encore plus marquée en Montagne.

Dans le même temps, les annuités sont en hausse sur les 3 zones, avec un ratio annuités / EBE supérieur à 50% dans le Grand-Ouest et la Montagne. En conséquence, le revenu disponible connaît une baisse marquée (de -5 à -29%). En moyenne (toutes zones), le revenu disponible s'établit à 16 000 € annuels par UTH familiale.

Les prélèvements privés s'établissent autour de 21 000 € annuels par UTH familiale, ce qui ne laisse pas la possibilité de dégager une marge de sécurité suffisante.

Sur les 3 zones, les investissements diminuent, et ils sont exclusivement financés par des emprunts, sauf en Montagne où une faible part d'autofinancement demeure. De plus, dans le Grand-Ouest, une partie des emprunts long et moyen termes réalisés sert à financer la trésorerie.

Par ailleurs, on constate que la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») augmente et représente 26 % des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (42%). Leur situation financière reste sévère : leurs dettes court-terme sont plus de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations) et augmentent encore (sauf en Montagne). Comme pour tous les élevages, mais avec des effets encore plus sévères sans doute, l'accumulation des sécheresses de 2018 et 2019 sur la zone Bourgogne - Massif-Central ne sera pas sans conséquences techniques, économiques et financières pour ces exploitations dans les mois et années à venir.